

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Serge MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Catherine RIBOT, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Mise à disposition de locaux associatifs - Loyers minorés - Conventions - Approbation - Autorisation de signature

Madame Véronique BRUNET, Première Adjointe, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux, la Ville de Montpellier souhaite poursuivre son action de soutien des acteurs associatifs. Pour ce faire, elle propose des conventions actualisées pour une durée d'un an à compter du 1^{er} janvier 2025 renouvelables par tacite reconduction pour les 60 associations mentionnées dans le tableau ci-dessous, dont le suivi est assuré par la Direction déléguée Animation de proximité - Jeunesse /service vie associative.

Au vu de l'intérêt communal que présente chacune de ces structures, un loyer ou une redevance minorée leur sera proposé. Le loyer ou la redevance minorée constituant une subvention en nature (actualisée dans ce cadre au regard des chiffres clés 2022 issus de l'Observatoire local des loyers), il convient d'approuver le tableau ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville, et dans les comptes de chaque association concernée :

Nom de l'association	Adresse	Valeur locative annuelle	Montant du loyer minoré	Montant subvention en nature correspondante
A.D.R.A	19, place du Nombre d'Or	21 386 €	35 €	21 351 €
A.D.R.A	7, place du Nombre d'Or	16 120 €	35 €	16 085 €
A.D.R.A	Rue de Thèbes	11 012 €	35 €	10 977 €
ADOREM – Association pour le développement d'un outil radiophonique étudiant à Montpellier	Mdq Emma Calvé Impasse des acacias	14 683 €	35 €	14 648 €
Al - Anon - Alateen Groupes Familiaux	39 rue François d'Orbay Rés le Bénédictin	2 441 €	35 €	2 406 €
Amicale Arménienne de Montpellier et sa Région	488, avenue du Père Soulas rés Europa immeuble Portugal	13 087 €	35 €	13 052 €
Amicale des anciens du Maroc et leurs amis en Languedoc (AAML)	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 492 €	35 €	1 457 €
Amicale des Corses de Montpellier	Résidence le Domitien 6 rue des Hospices	16 680 €	35 €	16 645 €
Amicale Français d'Outre - Mer et leurs Amis (AFOMA)	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 491 €	35 €	1 456 €
Artisans de Nouveaux Développements (AND)	39 rue François d'Orbay Rés le Bénédictin	2 034 €	35 €	1 999 €
Association culturelle des berbères de Kabylie	40, rue Favre de St Castor Rés St James	10 306 €	35 €	10 271 €
Association de Cardiologie du Languedoc-Roussillon	39 rue François d'Orbay Rés le Bénédictin	2 169 €	35 €	2 134 €
Association de Défense des Familles et des Individus (ADFI)	85 rue des Passereaux	9 144 €	35 €	9 109 €
Association de quartier Beaux-Arts Pierre Rouge	Résidence Les Beaux-Arts II 12 esplanade de la musique	10 008 €	35 €	9 973 €
Association de Quartier Puech Villa les Bastides	149 rue Gay Lussac résidence Pétrarque	11 250 €	35 €	11 215 €
Association d'Education Populaire St Paul Ste Croix	15 rue du Bassin	9 899 €	35 €	9 864 €
Association des Alcooliques Anonymes	39 rue François d'Orbay Rés le Bénédictin	1 356 €	35 €	1 321 €
Association des Eclaireuses et Eclaireurs de France	2733 avenue Albert Einstein Domaine de Grammont	15 960 €	35 €	15 925 €
Association des Eclaireuses et Eclaireurs de France	1 rue Embouque d'Or	5 004 €	35 €	4 969 €
Association Loisirs Détente pour Inadaptés	191 square Neptune	7 729 €	35 €	7 694 €
Association Montpelliéraine Universitaire Culturelle et Sportive	2, place Pétrarque Hôtel de Varennes	2 532 €	35 €	2 497 €

Association pour la Taxation des Transactions Financières - ATTAC	39 rue François d'Orbay	2 373 €	35 €	2 497 €
Association Sportive et Culturelle Croix d'Argent de Montpellier	635 rue Jacques Bounin M de Q Pauline Lafont	10 950 €	35 €	10 915 €
Atelier permanent d'initiative à l'environnement urbain – Territoires de Montpellier	842 rue de la Vieille Poste Mas de Costebelle	12 870 €	35 €	12 835 €
AVEC Association Vivre Ensemble en Citoyens Quartier des Cévennes	Résidence Las Rebes, Bt 5, 239 rue des Papyrus	9 900 €	35 €	9 865 €
Cesam Migrations Santé Languedoc, Comité pour la Santé des migrants	155 rue de Bologne Domaine de Baroncelli	11 009 €	35 €	10 974 €
CLCV - Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier	49 rue Paul Marres	7 506 €	35 €	7 471 €
CLCV - Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier	Résidence Utrillo 23 route de Nîmes	19 182 €	35 €	19 147 €
CODES 34	54, chemin de Moulares	64 551 €	35 €	64 516 €
Comité de quartier Cévennes et Environs	556 avenue Louis Ravaz	10 050 €	35 €	10 015 €
Comité de quartier de Celleneuve	40, rue Favre de St Castor	3 932 €	35 €	3 897 €
Comité de quartier Les amoureux de Candolle	19 rue Lallemand	12 176 €	35 €	12 141 €
Comité de quartier Tastavin Lemasson Mas Drevon La Marquerose	31 rue Emile Chartier Maison des rapatriés	1 491 €	35 €	1 456 €
Comité d'entente associations des grands invalides de guerre	Résidence Petit Bois de la Colline 56 rue du Père Pierre Blanc	9 750 €	35 €	9 715 €
Commune Libre de Figuerolles	100 Faubourg de Figuerolles Résidence Zuccarelli	17 628 €	35 €	17 593 €
Dante Alighieri	25, rue Ste Ursule	16 680 €	35 €	16 645 €
Espoir Hérault	356, av Ferdinand de Lesseps	6 780 €	35 €	6 745 €
Fédération des Conseils de Parents d'Elèves de l'Hérault	27, rue Savorgnan de Brazza La Butte II	20 340 €	35 €	20 305 €
France - Israël - Alliance Général Koenig	160, Avenue du Val de Montferrand	4 309 €	35 €	4 274 €
France Bénévolat Montpellier Hérault	30 rue Cardinal de Cabrières	6255 €	35 €	6 220 €
France victimes 34	Relais des Ursulines 56 rue de l'Université	18 514 €	35 €	18 479 €
GEM Lesseps	356, av Ferdinand de Lesseps	6 780 €	35 €	6 745 €
Grain d'image	9 rue Joachim Colbert	11 676 €	35 €	11 641 €
Identités et partage	121 Avenue de Boirargues	6 672 €	35 €	6 637 €
Institut universitaire	1 rue de la Barralerie	38 697 €	35 €	38 662 €

Maimonide, Averroes, Thomas d'Aquin				
Jeune Chambre Economique de Montpellier	2, place Pétrarque Hôtel de Varennes	7 839 €	35 €	7 804 €
Jouons en Ludothèque	1147 avenue Villeneuve d'Angoulême	3 390 €	35 €	3 355 €
LABELBLEU	842 rue de la Vieille Poste Mas de Costebelle	3 169 €	35 €	3 134 €
Ligue contre la Violence Routière Section Hérault	40, rue Favre de St Castor	4 610 €	35 €	4 575 €
Lou Parage de Mount-Peliè	2, place Pétrarque Hôtel de Varennes	32 526 €	35 €	32 491 €
Maison d'Espagne, Casa de Espana de Montpellier	3 rue Raoul rés. Les jardins d'Emeraude	15 012 €	35 €	14 977 €
Majorettes de la Ville de Montpellier	1351, rue de Fontcouverte	10 800 €	35 €	10 765 €
Malbosc bouge	149 rue Gay Lussac	11 250 €	35 €	11 215 €
Regards sur le cinéma Algérien	121 Avenue de Boirargues	6 672 €	35 €	6 637 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	370, rue de Centrayrargues	8 542 €	35 €	8 507 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	1065, rue de la Croix de Figuerolles le Tarascon	16 543 €	35 €	16 508 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Résidence Paul Valéry II 115 rue Danton	7 593 €	35 €	7 558 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Résidence Paul Valéry II 116 rue Danton	4 068 €	35 €	4 033 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Résidence Paul Valéry II 94 rue Danton	4 068 €	35 €	4 033 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Résidence Pompignane 137 rue Marie Durand	19 182 €	35 €	19 147 €
Restaurants du Coeur - Les relais du coeur de l'Hérault	Résidence Aiguelongue 675 rue de Montasinos	6 862 €	35 €	6 827 €
Société Astronomique de Monrpellier - Pierre Vauriot	Tour de la Babote 66 square de la Babote	20 182 €	35 €	20 147 €
Solidarité Dom Tom Hérault	Résidence Aigoual Dourbie 216/236 avenue de Louisville	27 000 €	6 084 €	20 916 €
Spéléo Club de Montpellier	271, avenue du Pic St Loup le Verdi III	25 536 €	35 €	25 501 €
Tang'Hérault Montpellier	40, rue Favre de St Castor	25 764 €	35 €	25 729 €
Terre Duo	Résidence le Chapeau rose 114 rue Jules Isaac	6 401 €	35 €	6 366 €
Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir	3 rue Richelieu	15 846 €	35 €	15 811 €
UNAFAM	356, av Ferdinand de Lesseps	13 560 €	35 €	13 525 €
Union Féminine Civique et Sociale Familles rurales	1 rue Embouque d'Or	5 755€	35 €	5 720€
Université du Tiers Temps	2, place Pétrarque – Hôtel de Varennes	25 884€	35 €	25 849 €
Total subventions en nature				835 409 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de location du domaine privé de la Ville ;
- D'approuver les loyers ou redevances minorés proposés aux 60 associations listées ci-dessus ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces subventions en nature pour un total général de 835 409 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 43 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Luc ALBERNHE, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Isabelle MARSALA, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, M. Yvan NOSBE, M. Mikel SEBLIN, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CONVENTION _Domaine public temps plein (3)
- CONVENTION _Domaine prive temps plein (4)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-285528-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



CONVENTION

D'OCCUPATION

TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Michaël DELAFOSSE dûment habilité par délibération du xxx.

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'ASSOCIATION

.....

N° Association :

.....

Domiciliée

.....

Représentée par son président en exercice dûment

habilité, Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

.....

.....

.....

.....

relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l’occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci- après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l’occupation des lieux ci-après désignés :

.....
.....
.....
.....

Les lieux mis à disposition ont une superficie de XX m².

L’occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l’usage de l’activité précisée dans les statuts de l’association.

L’exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d’une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d’entrée

L’occupant prendra les lieux mis à disposition dans l’état où ils se trouvent au moment de l’entrée en jouissance. Un état des lieux d’entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.
L’occupant s’engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l’occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d’occupation est consentie pour une durée de xxx.
Elle prendra effet à compter du xxx et se terminera le xxx.
Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d’un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l’occupant qui s’engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d’un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que l'occupant indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, l'occupant s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 - Redevance

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de XX €.

Toutefois, l'occupant exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de XX €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.3 - Charges

L'occupant acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation ...ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

L'occupant s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux raisonnablement au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

L'occupant ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que

ce soit. Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de

la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754

du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- Assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- Dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- Entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- Remplacer les vitres détériorées ;
- Maintenir en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- Entretenir les revêtements de sol ;
- Entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- Entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention.

Article 6 - Assurances

L'occupant devra souscrire une police d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables, pour des sommes suffisantes, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux objets de la convention. La Ville ne saurait être tenue responsable de tous vols, dégradations ou autres dommages pouvant intervenir à l'occasion de l'occupation.

L'occupant s'engage à être couvert par les assurances suivantes :

- Responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'il peut encourir à raison des dommages corporels matériels et immatériels causés à des tiers.
- Risques locatifs inhérents à l'occupation du site, et notamment l'incendie, dommages électriques, explosion, dégâts des eaux, vol, bris de glaces, etc.
- Le recours des voisins et des tiers.

La Ville s'engage à être couverte par l'ensemble des assurances incombant à sa qualité de propriétaire.

L'occupant devra justifier à chaque demande de la Ville, de l'existence de la police d'assurance et du règlement des primes correspondantes et :

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à

: Mairie de Montpellier

Service Vie associative Direction

Proximité Citoyenneté Pôle Solidarités

1 place Georges Frêche

34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 - Cession - sous-location

L'occupant devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'occupant. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de trois mois.

Article 9 - Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et l'occupant procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que l'occupant prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais de l'occupant un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition de l'occupant pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier. L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge de l'occupant sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville

Monsieur le Maire

Michaël Delafosse

Pour le preneur

Qualité :

Nom/ Prénom

Cachet association

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDACTIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Michaël DELAFOSSE dûment habilité par délibération du xxx.

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'ASSOCIATION

.....
N° Association

:.....

Domiciliée :

.....

Représentée par son président en exercice dûment

habilité, Ci-après désigné « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

.....

..
qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci- après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

.....
.....
.....
.....

Les lieux loués, d'une superficie de XX m², comprennent

.....
.....
.....

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1- Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2- Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de X mois. Elle prendra effet à compter du xxx et se terminera le xxx.
Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois.

Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Loyer et charges

4.1 - Loyer

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de XXX €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, le loyer sera minoré et limité à 35 € annuels que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de XX €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.2 - Charges

Le preneur acquittera exactement ses contributions personnelles, mobilières et en général, toutes les charges notamment : eau, chauffage, électricité, climatisation ...ainsi que les taxes mises habituellement à la charge des locataires, le tout de façon à ce que le bailleur ne soit jamais inquiété ni recherché à ces différents sujets.

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal

Article 5 - Obligations du preneur

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Le preneur utilisera les lieux raisonnablement au sens de l'article 1728 du code civil Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - La tranquillité de l'immeuble
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.

- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- Assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- Dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- Entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- Remplacer les vitres détériorées ;
- Maintenir en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- Entretenir les revêtements de sol ;
- Entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et

climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;

- Entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

Le preneur devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention.

5.5 - Clauses particulières

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- Ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteriers et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des débris ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la

copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

Article 6 - Assurances

Le preneur devra souscrire une police d'assurance auprès de compagnies notoirement solvables, pour des sommes suffisantes, couvrant tous les dommages pouvant résulter des activités exercées au cours de l'utilisation des locaux objets de la convention. La Ville ne saurait être tenue responsable de tous vols, dégradations ou autres dommages pouvant intervenir à l'occasion de l'occupation.

Le preneur s'engage à être couvert par les assurances suivantes :

- Responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires de ladite responsabilité qu'il peut encourir à raison des dommages corporels matériels et immatériels causés à des tiers.
- Risques locatifs inhérents à l'occupation du site, et notamment l'incendie, dommages électriques, explosion, dégâts des eaux, vol, bris de glaces, etc.
- Le recours des voisins et des tiers.

La Ville s'engage à être couverte par l'ensemble des assurances incombant à sa qualité de propriétaire.

Le preneur devra justifier à chaque demande de la Ville, de l'existence de la police d'assurance et du règlement des primes correspondantes et :

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à

: Mairie de Montpellier
Service Vie associative
Direction Déléguée
Animation de Proximité et
Jeunesse
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 - Cession - sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation

d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par le preneur. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de trois mois.

Article 9 - Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Le preneur devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville

Monsieur le Maire

Michaël
Delafosse

Pour le preneur,

Qualité
:

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.